



[Veille](#) permanente et actualisée. Et toujours la possibilité [d'adhérer](#) en ligne + souscrire à l'[abonnement participatif et de soutien](#)

Introduction :

Invité : **Christophe GEHIN**, chef de service des politiques éducatives territoriales au MEN, représentant d' Edouard GEFFRAY, Directeur général de l'enseignement scolaire (DGESCO)

Questionnements de notre association :

- Une circulaire de rentrée prévue pour la rentrée 2020 ?
- Quelles seraient les priorités définies à la rentrée 2020 dans la déclinaison des orientations de la loi pour un école de la confiance ?
- Quels seraient les impacts prévisibles sur les collectivités territoriales de ces priorités définies ?
- Quelle pourrait être l'organisation en cas d'évolution défavorable des conditions sanitaires, à partir de l'expérience vécue de mars à mai 2020 ? Confinement ou priorité au maintien de l'accueil en petit groupe, ... ? Quels seraient les scénarii possibles et envisagés ?

Préparation de la rentrée scolaire 2020/2021

2 inconnues :

- Evolution du contexte sanitaire pendant l'été et la rentrée
- Circulaire de rentrée pas encore finalisée, les concertations se poursuivent....

3 enjeux majeurs sur le plan éducatif prenant en compte les mois passés et l'impact sur la scolarité des élèves

- Identifier les priorités en matière d'acquis
 - Evaluer les élèves et les positionner
 - Accompagner les élèves en difficultés
- Tous les élèves n'avaient pas le même contexte familial, les mêmes outils. Certains élèves étaient livrés à eux-mêmes, d'autres n'avaient pas accès à internet. Le retour en classe devra prendre en compte ces disparités entre élèves.....
- Pas de cadre national en matière d'accompagnement : chaque enseignant, chaque établissement adaptera selon ses réalités

Objectifs :

- Adapter l'organisation pédagogique pour remettre les élèves de chaque classe au même niveau et qu'ils puissent reprendre le fil des programmes
- Assurer une plus grande fluidité des parcours sans laisser d'enfants au bord du chemin.
- Définir les attendus principaux sans remettre en cause les programmes dans chaque discipline.
- Mobiliser l'ensemble des marges de manoeuvre au sein des établissements.

2 grandes phases de l'année scolaire à venir :

- Priorisation des attendus, accompagnés de repères de progression
- Scander l'année scolaire pour remettre dans le train l'ensemble des élèves et combler le retard, modeler l'accompagnement personnalisé, proposer un programme de travail adapté.

L'Idee est bien de donner une ambition, de présenter un cadre commun, des modalités en terme d'acquis, et que les enseignants puissent adapter les programmes en fonction des tests de positionnement des élèves.

Spécificités de l'organisation 2020 et impact prévisible sur les collectivités territoriales

- Réaffirmation de la priorité donnée au premier degré
- Revoir à la hausse le nombre de postes supplémentaires dans le 1^{er} degré (440 postes supplémentaires à la base).
- Poursuivre le dédoublement des classes, GS, CP, CE1, en REP et REP + qui a vocation à se déployer progressivement, et limiter les classes à 24 élèves
- Accueillir l'ensemble des élèves à partir de 3 ans (Cf loi de l'abaissement de l'instruction obligatoire)
- Dans les communes rurales de - de 5 000 h, Pas de fermeture de classes, sans accord du maire
- Pour les autres, Vérification commune/commune que les fermetures n'impliquent pas la suppression de moyens. Pendant le confinement, les DASEN ont refait l'examen des fermetures de classe compte tenu des moyens supplémentaires accordés.

Autre enjeu majeur, l'école inclusive, selon 2 axes :

- Aucun élève en situation de handicap se retrouvera sans solution, création de pôle inclusif localisé, les AESH doivent être prépositionnés : "ce sont les AESH qui attendent les élèves et non l'inverse",
- Recruter 8000 AESH supplémentaires

Pour la rentrée, le scénario le plus probable : une rentrée normale sans appliquer de protocole sanitaire. Mais nous ne sommes pas à l'abri d'une évaluation défavorable de la situation sanitaire.

Si le virus circulait de nouveau de manière localisé :

- Plan B en cours de préparation
- Evolution des connaissances : nous savons aujourd'hui que les enfants sont moins impactés par le virus, donc pas de protocole aussi strict que celui du 11 mai, s'apparenterait plus à celui du 22 juin (échanges en cours avec le haut conseil de la santé publique).
- Nécessité de maintenir un lien avec les élèves, importance des cours en présentiel réaffirmé, l'enjeu sera de maximiser le temps que les enfants pourront passer en présentiel

→ Si retour à un protocole contraignant, la question est de savoir comment organiser au mieux des rotations d'accueil en présentiel par ½ classe

Pour cela des questions seront à traiter avec les collectivités locales :

- Brassage des groupes
- Cour de récréation
- Transports
- Internats
- Restauration scolaire

Questions / réponses

- **Confirmation d'une rentrée sans protocole ?**
→ Oui, sauf si virus circule encore, dans ce cas, on se calera sur un protocole du type de celui du 22 juin (1 m de distance entre élèves si c'est possible)
- **Serait il possible d'harmoniser les protocoles sachant qu'ils émanent du même ministère?**
- **L'Andev n'est jamais associée, pourtant nous sommes des cadres territoriaux, fonctionnaires de l'effectivité. Si le ministère avait pris l'avis des territoriaux, nous aurions été plus efficaces dans la mise en oeuvre des protocoles.....alors osez un fonctionnement plus horizontal?**
- **Collectivités : partenaires, pas prestataires ! Pertinence réaffirmée d'une plus grande alliance éducative entre l'Etat et les collectivités territoriales pour une efficacité partagée !**
- La circulaire de rentrée fait l'objet d'échange avec les syndicats, AMF, ADF..... Au delà de l'affirmation de grands principes pour poser le cadre, le ministère souhaite laisser la main au terrain et essaye de ne pas proposer de cadre trop prescriptif qui descend de la centrale vers les établissements....
- **Désarroi des acteurs locaux de l'Education Nationale (IEN, Directeurs d'école), cadre injonctif, pas d'accompagnement managérial dans une situation complexe, nécessité de s'adapter dans l'urgence, sentiment d'une grande solitude partagée, alors union de nos solitudes comme remède....**

- **Quel bilan de la continuité pédagogique en terme d'usage du numérique ?**
 - Travail en cours, pas encore finalisé, IGESR compile des observations de terrain pour faire émerger les bonnes pratiques, les difficultés, lancement des états généraux du numérique....
 - Cette crise a mis en lumière la question de l'équipement numérique des enseignants. L'obligation d'avoir un accès à un équipement numérique à accentuer les écarts.
- **Réel décalage entre ce qui est pensé au niveau de l'Etat et ce qui est applicable au niveau local. À titre d'exemple, le plan handicap ne prend pas en considération les différents temps de l'enfant , traduction sur le terrain par des dysfonctionnements majeurs.**
 - Le MEN est un ministère moins centralisé que d'autres. Equilibre difficile à trouver entre les décisions centrales et les déclinaisons locales. L'enjeu est de réussir à mieux territorialiser nos politiques en renforçant les échanges avec les collectivités . Besoin d'un juste équilibre entre le cadre national qui garantit l'égalité et l'équité, et les marges de manoeuvre accordées au terrain.
- **Besoin des acteurs locaux de l'éducation nationale et des collectivités d'avoir des temps de concertation formalisés ce qui favoriserait la mise en dynamique du cadre national.**
 - Intérêt partagé de formaliser des temps de concertation entre les acteurs éducatifs. Référence à la députée Cécile Rilhac / travaux présentés sur le statut des directeurs de l'école.
- **AESH : Les dispositifs actuels ne prennent pas en compte l'enfant dans sa globalité, prise en compte des différents temps de l'enfant (temps périscolaire, pause méridienne)**
 - sujet évoqué au MEN : logique de double employeur, meilleur accompagnement de l'enfant, amélioration du temps d'exercice des AESH.
- **Le dispositif 2S2C a-t-il un avenir ?**
 - Ce Dispositif avait été conçu pour compléter le temps scolaire pendant cette période de confinement. Pourrait être réactivé si circulation du virus. Objet de concertation actuelle.

- **On doit se poser la question de la place et de la raison d'être de l'école publique en France aujourd'hui ?** L'École publique n'est pas que le lieu des apprentissages scolaires. C'est aussi et beaucoup, le lieu où l'on apprend à vivre ensemble, c'est un lieu de vie dans lequel tout le monde fait société. Le numérique doit rester à sa place : un outil parmi d'autres. **Attention à ne pas craindre le cadre national** qui reste indispensable pour rechercher égalité et équité pour tous les territoires. Ce cadre national doit aussi permettre l'adaptation aux réalités locales.
- Dans l'hypothèse où il y aurait de nouveau une circulation du virus, Christophe Gehin réaffirme l'importance des cours en présentiel pour maintenir le lien avec les élèves, et ne pas en perdre en cours de route.... Cela ne sera pas laissé à l'appréciation des familles pour garder ce sens de la vie en commun.